

Lettre aux Amis du 31 janvier 2021

Lundi 25 janvier 2021

Fête de la Conversion de Saint Paul

Et fin de la semaine de prière pour l'unité des chrétiens

18h45 : Je viens de lire et de méditer l'homélie de Sa Sainteté le Pape François pour la conclusion de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens :

« La prière ne peut que conduire à l'amour, autrement elle est un ritualisme », dit le Pape. « Nous constatons toutefois qu'aimer les frères n'est pas facile, parce que leurs défauts et leurs manques apparaissent immédiatement, et les blessures du passé reviennent à l'esprit. Ici nous vient en aide l'action du Père qui, comme un agriculteur expert (cf. Jn 15, 1), sait bien quoi faire : ' Tout sarment qui est en moi, mais qui ne porte pas de fruit, mon Père l'enlève ; tout sarment qui porte du fruit, il le purifie en le taillant, pour qu'il en porte davantage ' (Jn 15, 2). Le Père enlève et taille. Pourquoi ? Parce que pour aimer nous avons besoin d'être dépouillés de ce qui nous égare et nous fait nous replier sur nous-mêmes, nous empêchant de porter du fruit ».

Je ne peux que répéter la prière du pape à cette occasion :

« Demandons donc au Père d'enlever de nous les préjugés sur les autres et les attachements mondains qui empêchent la pleine unité avec tous ses fils. Ainsi purifiés dans l'amour, nous saurons mettre au second plan les entraves terrestres et les obstacles du passé, qui, aujourd'hui, nous détournent de l'Évangile ».

Oui, nous avons besoin de nous dépouiller pour aimer ! Ah, si nous pouvions le mettre en pratique, même si aimer est difficile !

L'Agence France Presse (AFP) rapporte le contenu d'un entretien téléphonique, qui a eu lieu hier dimanche, entre le président français, M. Emmanuel Macron, et le président américain, M. Joe Biden.

Le communiqué de l'Élysée précise que les deux présidents « ont affirmé leur volonté d'agir ensemble pour la paix et la stabilité au Proche et Moyen-Orient, en particulier sur le dossier nucléaire iranien et la situation au Liban ». « Ils ont constaté une grande convergence de vues sur les grands dossiers internationaux, en particulier dans la lutte contre le Covid-19 dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et sur le climat après le retour des États-Unis dans l'Accord de Paris ». « Ils ont convenu de rester en contact très étroit dans les prochaines semaines ».

L'Élysée a indiqué dimanche que le président français avait été "sensible" à la référence aux origines françaises de Joe Biden, qui a prêté serment sur un héritage familial, une Bible de Douai vieille de plus de 400 ans ! Un détail que je n'ai pas trouvé qu'il a été évoqué dans les Média de jeudi dernier.

Le communiqué de la Maison Blanche précise que « M. Joe Biden a affirmé à M. Emmanuel Macron son désir de renforcer les liens bilatéraux avec la France, notre allié le plus ancien, et aussi la relation transatlantique par le biais de l'OTAN et le partenariat des États-Unis avec l'Union européenne. Les deux dirigeants se sont accordés sur la nécessité de se coordonner sur les défis communs comme le changement climatique, la Covid-19 et le rétablissement de l'économie mondiale. Ils

se sont aussi mis d'accord pour travailler ensemble sur les priorités partagées en politique étrangère, notamment sur la Chine, le Moyen-Orient, la Russie et le Sahel ». C'est tout de même une confirmation pour nous, Libanais, que le président français porte toujours dans ses priorités, et dans son cœur, le Liban et son sauvetage. Nous lui sommes reconnaissants, comme d'ailleurs à tous nos amis français de toutes tendances confondues. C'est dire que la France est « notre allié le plus ancien », pour reprendre l'affirmation du président Biden, plus ancien d'ailleurs qu'avec les États-Unis !

Les chiffres de la Covid 19 enregistrés ces dernières 24h indiquent : **2.652 cas et 54 décès.**

Mardi 26 janvier 2021

Les manifestations contre le confinement strict imposé par les autorités depuis le 14 janvier et prolongé jusqu'au 8 février pour lutter contre la propagation du coronavirus, une mesure qui vient aggraver une situation économique déjà intenable, qui avaient éclaté hier lundi à Tripoli, ont repris aujourd'hui à partir de 17h00 et se sont étendues à plusieurs villes du Liban : à Beyrouth, au centre-ville et à la Corniche, à Saïda dans le sud, à Chtaura, Taalabaya et Kabb-Elias dans la Békaa.

A Tripoli, où vivent les plus pauvres du Liban, les manifestations avaient éclaté hier. Ces pauvres ne peuvent plus accepter l'alternative imposée par le gouvernement : mourir de faim ou mourir de la Covid 19 ! Des heurts entre les forces de l'ordre et les manifestants ont eu lieu faisant une trentaine de blessés. Une alternative très mal vécue notamment dans les quartiers pauvres de Tripoli où la plupart des habitants survivent grâce à un travail journalier. L'État n'a pas été en mesure d'offrir une compensation financière aux catégories les plus vulnérables. Il est vrai que l'État a décidé de distribuer 400.000 LL d'aide à environ 250.000 familles par l'intermédiaire de l'armée. Ce n'est évidemment pas suffisant, et les pauvres veulent seulement nourrir leurs enfants.

Je livre ici le témoignage, raconté dans l'Orient-Le Jour, de ce père de famille, dont la vidéo a très vite fait le tour des Médias portant à l'extrême émotion les Libanais : « il se précipite aux pieds des militaires devant lesquels il dépose sa petite fille, âgée de deux ans. 'Gardez-la, je ne peux plus m'en occuper', lance-t-il aux soldats visiblement apeurés. La fillette est en pleurs, traumatisée. Le père lui tourne le dos. Un manifestant se précipite pour récupérer l'enfant qui porte un blouson violet et la redonner à son géniteur. 'Ça va aller ya baba (papa)', dit ce dernier à sa fille, en pleurs, en l'embrassant et en essayant de la calmer. Dix minutes plus tard, dans la foule des manifestants, tout en tenant sa fille qui essaye de comprendre ce qui se passe autour d'elle, il confie d'un ton terriblement froid : 'J'ai essayé de la noyer ce matin parce qu'elle m'a demandé des chips'. Le point d'orgue d'une soirée sous le signe de la rage dans la ville la plus pauvre du pays ».

On remarque tout de même que c'est la rue sunnite qui gronde. Ce qui a alimenté les thèses d'une possible instrumentalisation politique, dans un pays où la spontanéité des mouvements est toujours remise en question. On pointe du doigt M. Baha' Hariri, le frère aîné de Saad qui essaie de prendre une place sur l'échiquier politique libanais, ou l'ancien ministre Achraf Rifi, qui sont tous les deux en désaccord avec la politique du Premier ministre désigné Saad Hariri. Ce qui a amené le premier ministre sortant

Hassan Diab et le Premier ministre désigné Saad Hariri à mettre en garde tous ceux qui cherchent à diviser la rue sunnite.

Mais finalement, au-delà de ces hypothèses, on peut affirmer que c'est la faim, la misère et la colère qui ont poussé de nouveau les libanais dans la rue.

En fin de journée, le Ministère de la Santé enregistre un **Sinistre record de 73 décès et 3.505 contaminations en 24h.**

Mercredi 27 janvier 2021

Nouveau record de décès : Le Liban a enregistré **76 décès, et 3.906 cas** de coronavirus en 24h, **ce qui porte à 2.553 décès et à 289.660 cas** depuis le début de la pandémie.

Réuni au Sérail dans la matinée, le Comité national de la Covid 19 a annoncé le plan national de la campagne de vaccination contre le coronavirus, qui devrait marquer, selon le Premier ministre sortant Hassan Diab, le « point de départ d'un retour progressif à la normale ». Selon ce plan, « le vaccin ne sera pas rendu obligatoire, mais sera inoculé gratuitement, aux Libanais comme aux résidents étrangers, sur la base de priorités établies par les autorités sanitaires, qui préconisent dans un premier temps la vaccination des soignants et du personnel médical comme des personnes de plus de 75 ans et de celles souffrant de maladies chroniques. L'objectif de cette campagne sera de vacciner 80 % de la population ».

M. Diab a par ailleurs affirmé que « rien n'empêche une prolongation du confinement renforcé, si cela est jugé nécessaire, **mais il est important de trouver un équilibre entre les situations sanitaire et économique.** On pourrait adopter avant le 8 février un plan de dé-confinement qui prévoit une réouverture progressive des différents secteurs ».

Jeudi 28 janvier 2021

Les chefs religieux des principales communautés du Liban, chrétiens et musulmans, se sont concertés par téléphone et ont publié un communiqué appelant à « la formation immédiate d'un gouvernement de mission nationale ».

C'est Sa Béatitude le patriarche Cardinal Mar Béchara Raï qui a pris l'initiative avec le Comité national du dialogue islamo-chrétien (dont MM. Hareth Chéhab et Mohammad Sammak sont les secrétaires généraux). Il a voulu pousser encore plus vers un déblocage de la situation politique au Liban en associant à ses prises de position les chefs des communautés religieuses au Liban. Voici le texte du communiqué tel que J'ai traduit de l'arabe :

« À un moment où l'effondrement s'accélère au Liban avec son cortège de dangers sur l'avenir et le destin national, les conflits entre les hommes politiques persistent, freinant toute tentative de réconciliation, qu'elle vienne de l'intérieur ou de l'étranger, pour sauver l'État du désastre vers lequel il se dirige en raison des calculs erronés et des conflits personnels dont le peuple libanais paye le prix très cher.

Les chefs religieux, alors qu'ils lancent cet appel d'une seule voix libanaise nationale, condamnent avec force la poursuite des politiques erronées et les conflits personnels qui mènent le Liban vers un horizon fermé. Ils réaffirment que de tels comportements sont en contradiction avec la responsabilité du pouvoir et les règles

de fidélité envers le peuple libanais réduit à l'impuissance, et sont unanimes sur les positions suivantes :

- 1- L'attachement à l'allégeance au Liban – État de droit basé sur la Constitution, la Loi et l'ordre – et pays-message de convivialité, de respect de la liberté, de la dignité et des droits de l'homme, éloigné des conflits extérieurs et de leurs intérêts.*
- 2- Le Liban est au-dessus des calculs personnels, des conflits et des luttes politiques. Il est un État définitif pour tous ses fils égaux dans leurs droits et leurs devoirs face à la Loi.*
- 3- L'attachement à la paix civile et aux principes de la collaboration nationale telle qu'elle est définie par les Accords de Taëf, loin de tout délestage.*
- 4- Le pouvoir est une responsabilité et une fidélité qui consiste à mettre en priorité les intérêts du peuple, à préserver la paix civile, la sécurité et la stabilité de la société, alors que les conflits et les litiges actuels vont à l'encontre de cette fidélité ; ce qui a amené le Liban à l'abîme au bord duquel il se tient.*
- 5- Œuvrer immédiatement à La formation d'un gouvernement de mission nationale qui se met au-dessus des intérêts personnels et sectaires, et qui dépasse le partage des quotes-parts.*

Nous considérons, de par notre responsabilité religieuse, morale et nationale, que le Silence n'est plus possible. Le Liban ne se retrouve pas seulement dans une crise politique, mais dans une crise morale profonde. Voilà pourquoi nous élevons ensemble la voix et nous nous adressons aux responsables politiques pour les exhorter à reprendre leurs esprits parce que le peuple les observe, et qu'il est excédé de leurs comportements qui font fi de ses intérêts et excluent toute possibilité de réconciliation politique. Arrêtez de vous jouer du destin de la Nation, car ni le peuple pardonnera ni l'histoire oubliera ! ».

Ce communiqué est signé par Sa Béatitude Cardinal Patriarche Béchara Boutros Rai, patriarche d'Antioche des Maronites - Président de l'Assemblée des Patriarches et Evêques Catholiques au Liban ; S. Exc. Mgr Elias Audeh, Métropolitain grec orthodoxe de Beyrouth ; Cheikh Abdel Latif Deryan, Mufti de la République libanaise ; Cheikh Abdel Amir Kaban, Chef du Conseil Suprême Chiite ; Cheikh Naïm Kassem, Cheikh Akl Druze.

D'un autre côté Tripoli, et pour le quatrième jour consécutif, est le théâtre de violents affrontements entre les manifestants et les forces de l'ordre. Mais ce soir les heurts ont pris une allure dangereuse et destructrice. Tripoli semble devenir l'enfer ! Tout brûle ! Des manifestants ont même lancé, à l'encontre des forces de l'ordre, des engins incendiaires, notamment des cocktails Molotov ! Les pauvres de Tripoli n'ont même pas à manger ; comment certains peuvent être en possession d'armes et de bombes ? Qui leur a fourni ces armes ?

Tard dans la nuit, certains émeutiers, débordant les manifestations, sont allés incendier le siège de la municipalité de Tripoli et ont bloqué la route aux équipes de la Défense civile venues éteindre les flammes qui ont dévoré tous les étages du bâtiment.

D'autres manifestants avaient incendié l'entrée du Sérail gouvernemental, ainsi que le siège du tribunal religieux sunnite, alors qu'un autre groupe avait vandalisé le centre Azm, propriété du milliardaire et ancien Premier ministre Nagib Mikati.

Vendredi 29 janvier 2021

En se réveillant le matin, les Tripolitains ont vite constaté que les bâtiments historiques de leur cité n'étaient pas à l'abri du vandalisme, notamment l'entrée du Sérail, le siège du tribunal religieux sunnite et surtout le prestigieux palais municipal, un symbole patrimonial datant de l'époque ottomane.

Ce qui a provoqué un tollé général chez les Tripolitains, qui ont affirmé que ces vandales n'étaient pas originaires de Tripoli, et « ce qui s'est passé n'est pas intrinsèque ni à la culture ni aux habitudes des Tripolitains ni à leur attachement aux valeurs citoyennes ».

Les leaders politiques de tous bords ont tenté de se disculper de toute responsabilité, accusant tantôt leurs adversaires d'être derrière ces violences, tantôt des services de sécurité et des cinquièmes colonnes. Le Premier ministre désigné Saad Hariri a même accusé l'Armée « de ne pas bouger le doigt pour arrêter les violences ».

Toutes les analyses s'accordent sur le fait que c'est une lutte politique entre les pro-Hariri et les contre-Hariri ; et des puissants payent les casseurs pour saccager, brûler et attiser la haine et la discorde. D'autres avancent l'hypothèse de la Turquie qui veut mettre la main sur la partie nord du Liban comme elle l'a fait avec le nord de la Syrie et depuis belle lurette, avec le nord de Chypre. Il faut signaler d'ailleurs que l'ambassadeur de la Turquie au Liban a été le premier à réagir en se portant comme grand bienfaiteur proposant « de reconstruire le palais municipal, le sérail et le tribunal religieux sunnite » !

12h20 : Le président français, M. Emmanuel Macron, vient de déclarer, lors d'une rencontre avec la presse à l'Élysée, qu'il visiterait le Liban. Il est décidé à faire aboutir son initiative pour le sauvetage du Liban et en faveur du peuple libanais non de ses dirigeants :

« Je visiterai le Liban pour la troisième fois cette année après m'être assuré de questions essentielles... Nous ferons tout pour qu'un gouvernement soit formé, même si celui-ci ne répond pas à l'ensemble des critères... Le système libanais est dans l'impasse du fait de l'alliance diabolique entre la corruption et la terreur... L'initiative française est toujours sur la table, et c'est la seule solution à la crise au Liban... Je sympathise avec le peuple libanais, mais leurs dirigeants ne méritent pas leur pays... Le Liban est un modèle de pluralisme dans une région instable et le peuple libanais est exceptionnel, il a signé de nombreuses réussites intellectuelles et culturelles sans précédent à l'étranger ».

Samedi 30 janvier 2021

Dans l'après-midi, le président français M. Emmanuel Macron a contacté par téléphone son homologue libanais le général Michel Aoun pour s'enquêter sur la formation du gouvernement.

Le bureau de presse du palais présidentiel de Baabda a annoncé dans un communiqué succinct que « Le président Aoun a reçu un appel de la part du président français et les

deux hommes ont discuté de la situation actuelle et de la formation du futur gouvernement. M. Macron a à nouveau affirmé que la France se tient aux côtés du Liban dans les circonstances actuelles et qu'elle est prête à aider dans différents domaines, notamment sur le dossier gouvernemental.

Le président Aoun a remercié M. Macron pour son soutien constant et sa détermination à faire évoluer les relations libano-françaises dans tous les domaines. Il a salué l'initiative française et affirmé que le président français était le bienvenu au Liban ».

L'Élysée n'a donné aucun détail sur l'entretien entre MM. Macron et Aoun.

En soirée, le Ministère de la Santé a enregistré une baisse des cas du Coronavirus, mais le nombre de décès ne baisse pas : **2.631 cas et 61 décès.**

Dimanche 31 janvier 2021

Dimanche des Bienheureux et des Justes (La Toussaint) selon notre liturgie

10h00 : Sa Béatitude le Patriarche Cardinal Raï a poursuivi, dans son homélie dominicale, son attaque contre la classe politique hypocrite.

Après avoir commenté l'évangile du jour, l'évangile de la charité », qui relate le Jugement dernier selon Matthieu 25, 31-46, il a nommé « six situations d'hommes avec lesquelles Jésus s'est solidarisé et qui exigent notre charité : l'affamé, l'assoiffé, l'étranger, le nu, le malade, le prisonnier. Nous serons jugés sur nos actes de charité... C'est aussi le devoir des responsables politiques chez nous qui négligent de servir le peuple qui a perdu ses droits de vivre dans la dignité ».

Puis il a poursuivi :

« Le président de la République se doit d'être au-dessus des conflits et des partis, et le Premier ministre se doit de comprendre tout le monde et se libérer de tout le monde (...). Si la relation entre les deux hommes ne s'améliore pas, nous n'aurons pas de gouvernement. Ils sont condamnés à s'entendre sur la formation d'un cabinet de mission nationale comprenant une élite d'experts et non des membres affiliés aux chefs et aux partis. Insister sur le blocage provoque la révolte des affamés et entraîne le pays vers l'effondrement. Il s'agit d'une logique conspiratrice et destructrice à laquelle il faut mettre un terme pour sauver le Liban.

Nous condamnons, bien entendu, fermement la violence qui accompagne les manifestations à Tripoli. Nous déplorons les attaques contre les institutions publiques et les propriétés privées, et contre l'armée et les forces de sécurité libanaises... Mais au lieu de faire des analyses, chers responsables politiques, sur qui se tient derrière les manifestants, dans le but de justifier vos manquements, il aurait été plus bénéfique pour vous d'anticiper l'explosion croissante et de traiter la pauvreté dans les quartiers de Tripoli et la faim dans le pays. Vous-mêmes vous pavez la voie aux casseurs et à ceux qui les instrumentalisent. Arrêtez d'ignorer les vraies causes. Celles-ci sont socio-économiques et financières. La pauvreté, la faim et le désespoir motivent les manifestants, et vous, vous ne faites que vous renvoyer la responsabilité, y compris pour ce qui est de former un gouvernement...

Le peuple libanais n'a jamais été orphelin comme il l'est aujourd'hui. Il se tourne vers d'autres pays plutôt que le sien. Au lieu d'organiser ses propres élections, il attend les élections des autres. Au lieu de voir une réforme dans les institutions de son pays, il se tourne vers les institutions de la communauté internationale. Au lieu

de faire confiance à ses responsables, il met toute sa confiance dans des responsables étrangers. A défaut de pouvoir compter sur la justice de son pays, il réclame la justice internationale. Pourriez-vous en tirer une leçon et exercer vos responsabilités ? ».

Au terme de cette semaine où nous avons fait mémoire des prêtres et évêques défunts, je suis resté en contact permanent avec mes frères les prêtres du diocèse et j'ai prié avec eux pour ceux qui nous ont précédés et ceux qui sont en ministère, notamment nos frères aînés les retraités et ceux qui ont été atteints par le Coronavirus, au nombre de quatre, mais sans symptômes graves. J'ai rendu grâce au Seigneur pour leur dévouement au service du peuple de Dieu qui leur est confié et pour leur proximité avec ceux qui ont le plus besoin de leur présence fraternelle et réconfortante.

En revenant aux événements de la semaine, notamment à Tripoli que je connais bien, je peux dire que nous avons tous à faire un examen de conscience profond et à nous repentir – nous, responsables religieux et politiques en premier - pour pouvoir nous présenter un jour au jugement dernier devant Dieu Juge équitable et miséricordieux avec nos actes de charité envers notre peuple qui attend tout de nous ! Est-il permis de le laisser dans l'état de misère où nous l'avons jeté ? Est-il permis de continuer à agir comme si de rien n'était et de se lancer les accusations ?

Nous croyons tous, chrétiens et musulmans, au Jugement dernier. Il est temps alors de nous repentir, de passer aux actes et de nous tenir auprès des affamés, des assoiffés, des sans abri, des sans travail, des exclus, des opprimés, des orphelins, des handicapés, etc ... Et avant que ce ne soit trop tard, faisons-leur justice à la manière de Zachée en disant : « seigneur, je fais don aux pauvres de la moitié de mes biens et, si j'ai fait tort à quelqu'un, je lui rends le quadruple » (Luc 19, 8). Soyons généreux en leur procurant ce dont ils ont besoin pour vivre dignement dans leur pays, le Liban, Pays-Message, Pays de convivialité et Pays des droits de l'Homme !

Accorde-nous Seigneur de réussir ce pari, de nous unir loin de nos intérêts personnels et de travailler ensemble pour sauver le Liban et notre peuple, par l'intercession de la Très Sainte Vierge Marie, Notre-Dame du Liban, et de nos saints.

+ Père Mounir Khairallah
Evêque de Batroun

